



**PRÉFÈTE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Somme**

ARRÊTÉ

**portant prescriptions spécifiques à déclaration
au titre de l'article L. 214-1 du code de l'environnement
concernant la création de forages d'irrigation
sur le territoire de la commune de Fort-Mahon-Plage
SCEA MAILLET
(réf : 80-2021-00066)**

**LA PRÉFÈTE DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 04 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, préfète de la Somme ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du Bassin Artois Picardie approuvé le 23 novembre 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Pascal HENRY, directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme adjoint ;

Vu le dossier déposé le 17 mars 2021 relatif à la création de forages d'irrigation situés sur la parcelle AL 3 de la commune de Fort-Mahon-Plage et appartenant à la SCEA MAILLET La Ferme de la Grande-Retz 80 120 Quend dont un récépissé de déclaration a été délivré le 18 mars 2021 ;

Vu le dossier des pièces présentées à l'appui dudit projet et comprenant notamment l'identification du demandeur, la localisation du forage, la présentation et les principales caractéristiques du forage, l'évaluation des incidences, les moyens de surveillance et d'intervention, les éléments graphiques et les mesures d'accompagnement ;

Vu le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques adressé au pétitionnaire pour avis en date du 07 mai 2021 ;

Vu l'absence d'avis du pétitionnaire sur le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas le choix quant à l'emplacement des forages sur la parcelle AL n°3 sur la commune de Fort-Mahon-Plage pour son projet d'irrigation de 20 hectares à l'année ;

Considérant qu'aucun des cours d'eau à proximité n'a un débit suffisant autour des parcelles à irriguer et que les prises d'eau en surface ne sont pas envisageables d'un point de vue économique et environnemental ;

Considérant que le projet consiste en la réalisation de 4 forages d'un débit de 5 m³/h par forage afin de limiter les rabattements de nappe ;

Considérant que des prescriptions spécifiques relatives à la création de forages et aux essais de forages doivent être définies pour la création de 4 forages d'irrigation situés sur la commune de Fort-Mahon-Plage, parcelle cadastrée AL n°3 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme adjoint ;

ARRÊTE

Article 1er. – Objet de la déclaration

Il est donné acte à la SCEA MAILLET nommé ci-après le permissionnaire, dont le siège social est implanté Ferme de la Grande-Retz 80 120 Quend de sa déclaration en application de l'article L. 214-1 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la création de forages d'irrigation sur la commune de Fort-Mahon-Plage, parcelle cadastrée AL n°3.

Les installations, travaux, ouvrages et activités constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-1 du code de l'environnement.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Article 2. – Prescriptions générales

Le permissionnaire respecte les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent arrêté.

Article 3. – Prescriptions spécifiques

3.1 – Caractéristiques techniques des ouvrages

Les ouvrages seront réalisés à une profondeur maximale de 8 mètres.

Le débit maximum par ouvrage sera de 5 m³/h.

Les ouvrages respecteront les caractéristiques techniques mentionnés dans le dossier de déclaration, en particulier :

- tubage Inox plein de 10 mm d'épaisseur et de diamètre intérieur 299 mm de 0 à -2 mètres ;
- tubage Inox crépiné de 10 mm d'épaisseur et de diamètre intérieur 299 mm de -2 à -8 mètres ;
- massif filtrant de gravier siliceux de calibre 0,5/1,4 mm de -2 à -8 mètres ;
- bouchon étanche de peltonite de -1,5 à -2 mètres suivi d'un coulis de ciment bentonitique de -1,5 mètres jusque la surface.

- Forage F1

Le forage F1 doit être réalisé sur la parcelle AL 3 de la commune de Fort-Mahon-Plage, aux coordonnées Lambert 93 (en mètres) suivantes : $x = 598\ 782$ / $y = 7\ 027\ 763$.

- Forage F2

Le forage F2 doit être réalisé sur la parcelle AL 3 de la commune de Fort-Mahon-Plage, aux coordonnées Lambert 93 (en mètres) suivantes : $x = 598\ 784$ / $y = 7\ 027\ 813$.

- Forage F3

Le forage F3 doit être réalisé sur la parcelle AL 3 de la commune de Fort-Mahon-Plage, aux coordonnées Lambert 93 (en mètres) suivantes : $x = 598\ 677$ / $y = 7\ 027\ 667$.

- Forage F4

Le forage F4 doit être réalisé sur la parcelle AL 3 de la commune de Fort-Mahon-Plage, aux coordonnées Lambert 93 (en mètres) suivantes : $x = 598\ 605$ / $y = 7\ 027\ 676$.

3.2 – Essais de pompage

Le permissionnaire doit s'assurer de la capacité de production de la nappe par la réalisation d'un essai de pompage dans les conditions suivantes :

- les 4 forages devront fonctionner en même temps ;
- un essai de pompage sur 4 paliers d'un débit de 1 m³/h, 2 m³/h, 3 m³/h et 5 m³/h par forage d'une durée totale de 4 h, soit 1 h pour chaque palier ;
- un essai de pompage longue durée d'un débit de 5 m³/h par forage d'une durée totale de 12 h minimum, soit un débit maximal de 20 m³/h pour l'ensemble des forages ;
- les eaux pompées doivent être rejetées en aval hydraulique de la nappe et hors du cône d'appel du forage pour éviter tout recyclage de l'eau ;
- un dispositif provisoire de fermeture (capot) cadenassé doit être installé sur la tête du tubage en attendant la matérialisation de l'ouvrage ;
- le niveau de la nappe sera suivi pendant toute la période de l'essai.

Si les essais de pompage s'avèrent improductifs, les forages d'essai doivent être comblés dès la fin des travaux selon les techniques appropriées.

3.3 – Rapport de fin de travaux

Dans un délai de deux mois suivant la fin des travaux et des essais de pompage, le permissionnaire est tenu de remettre au service en charge de la police de l'eau de la Direction départementale des territoires et de la mer de la Somme un rapport de fin de travaux comprenant :

- le déroulement du chantier : date des opérations, anomalies éventuelles ;
- la coupe géologique des formations rencontrées, avec mention du ou des niveaux des nappes rencontrées ;
- la coupe technique de l'installation réalisée précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres, la nature des cuvelages, la profondeur atteinte ;
- les résultats de l'essai de pompage réalisé et son interprétation qui devra préciser si le débit de prélèvement initialement envisagé est compatible avec les rabattements observés pendant la phase d'essai.

3.4 – Prélèvement

En cas de résultat des essais de pompage satisfaisant, il conviendra de déposer un dossier de déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0. (prélèvement issu d'un forage supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an) conformément à l'article R. 214-32 du Code de l'environnement.

Ainsi le prélèvement annuel demandé n'est pas acquis mais doit être validé dans le dossier de déclaration de prélèvement au vu des essais de pompage et de leur interprétation.

Article 4. – Modification des prescriptions

Si le permissionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au Préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Article 5. – Moyens d'intervention et de déclaration en cas d'incident ou d'accident

Les installations en surface et les abords sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau.

Le stockage de fluides ou de matériaux susceptibles de provoquer une pollution des eaux ou du sol est proscrit dans un rayon de 35 mètres du forage.

En cas d'incident sur l'ouvrage, le permissionnaire prend toutes les mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou accident et pour limiter le risque d'inondation ou d'érosion lié à l'écoulement d'eau échappé.

Le permissionnaire est tenu de déclarer au Préfet (service en charge de la police de l'eau de la Direction départementale des territoires et de la mer de la Somme), dès qu'il en a eu connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages ou activités faisant l'objet de la présente déclaration, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Article 6. – Conformité du dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenus du dossier de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du Préfet (service en charge de la police de l'eau de la Direction départementale des territoires et de la mer de la Somme), conformément aux dispositions de l'article R. 214-40 du code de l'environnement.

Article 7. – Prise d'effet et durée

Le présent arrêté donnant acte à l'exploitation des installations et des ouvrages déclarés est accordé pour la durée de vie de l'ouvrage à compter de la date de notification du présent arrêté.

La construction des ouvrages et la mise en service de l'installation doivent intervenir dans un délai de trois ans à compter de la signature du présent du présent arrêté.

Article 8. – Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente déclaration, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 9. – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10. – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 11. – Déclaration administrative

L'arrêté préfectoral portant opposition à déclaration concernant la création d'un forage de reconnaissance sur la commune de Fort-Mahon-Plage (dossier n°80-2019-00042) du 12 avril 2019 est abrogé.

L'arrêté préfectoral portant opposition à déclaration concernant la création d'un forage d'irrigation sur la commune de Fort-Mahon-Plage (dossier n°80-2020-00179) du 20 août 2020 est abrogé.

Article 12. – Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Fort-Mahon-Plage pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et pour information à la Commission locale de l'eau.

Le présent arrêté est mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Somme pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 13. – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens – 14, rue Lemerchier – CS 81114 – 80011 AMIENS Cedex 01 ou par le biais de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de Fort-Mahon-Plage, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 14. – Exécution

La secrétaire générale de la Préfecture, la directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme, le responsable de l'Office français de la biodiversité, le maire de la commune de Fort-Mahon-Plage, sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au déclarant.

Péronne, le **26 MAI 2021**

Pour la Préfète et par délégation,
Le directeur départemental des
territoires et de la mer de la Somme
adjoint,



Pascal Henry

